11 novembre 2024.
Allocution au nom du comité de Strasbourg du MRAP

***

Les civils sont aujourd'hui les premières victimes des guerres.
De nombreux conflits armés martyrisent les peuples (famine, situation sanitaire catastrophique). Sur le plan mondial, vu les rapports de domination capitalistes, les inégalités s'accroissent et la situation des populations les plus fragiles continue de se détériorer, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation, comme conséquence de la montée des forces réactionnaires et d'extrême-droite.
Les droits des peuples sont le plus souvent bafoués.
Les guerres et les agressions entraînent des ravages.

Les activités inconsidérées et irresponsables menacent la survie de notre écosystème. L'accès aux ressources naturelles et aux matières premières exacerbe les conflits. Les dérèglements du climat se multiplient, de nombreuses espèces animales et végétales disparaissent, les risques de famine augmentent. Des guerres pour l'eau se développent. Des régions entières seront bientôt inhabitables.

Le MRAP est solidaire des peuples opprimés et en lutte pour le progrès social, la liberté, la démocratie et la paix.

Le MRAP considère que le droit international constitue la meilleure base d'une paix juste et durable.
Le droit international, c'est également le droit pour les peuples agressés ou opprimés de se défendre dans le cadre des conventions de Genève et d'obtenir le soutien politique nécessaire à leur défense et leur libération. Le MRAP dénonce la référence inégale au droit international et l'application inégale des sanctions en fonction des intérêts des différents États.

Une note d'optimisme :
L'attribution du prix Nobel de la paix à ICAN (International Campaign to Abolish Nuclear Weapons), qui regroupe des associations internationales contre l'arme nucléaire, est un encouragement à poursuivre l'action pour le désarmement nucléaire. Membre d'ICAN-France, le MRAP demande au gouvernement français de ratifier le traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

Le MRAP soutient activement la recherche de solutions politiques négociées dans le cadre multilatéral de l'ONU, qui doit pouvoir réaliser ses objectifs (paix, développement économique et social et respect des droits humains). L'ONU doit être réorganisée de sorte à donner une place juste aux pays du « sud », notamment au sein du Conseil de sécurité. Le droit de veto accordé aux grandes puissances doit être revu, voire, supprimé. Le MRAP soutiendra, avec ses partenaires, toutes initiatives en ce sens.

Le MRAP soutient toutes les solutions de paix justes et durables.
Là où se déroulent des conflits, il appelle dans un premier temps un à cessez-le-feu pour épargner la vie des civils et permettre des négociations.

Il agit pour le retrait de la France de l'OTAN et la dissolution de cette organisation. Le MRAP se prononce aussi pour l'arrêt des interventions militaires de la France. Des armes françaises sont utilisées dans certains conflits, la vente de ces armes doit être stoppée. La France doit utiliser au mieux sa puissance diplomatique pour enrayer les conflits et favoriser l'installation de la paix.

Un élément essentiel pour retrouver la paix est le respect du droit international, incarné depuis 1945 par l'ONU et notamment le respect des États dans des frontières reconnues internationalement.
Le MRAP condamne l'agression de l'Ukraine par la Russie qui a fait près d'un million de victimes notamment des femmes et des enfants. Il apporte sa solidarité au peuple ukrainien et aux pacifistes russes. Quels que soient les problèmes qui peuvent se poser dans la région, la guerre ne peut être la solution. En apportant son cortège de destructions, de morts, de souffrances, elle ne fait que rendre plus difficile une solution politique.

La prétention à limiter la souveraineté de pays est également inadmissible. Les États sont tenus d'appliquer en toute circonstance les résolutions de l'ONU, y compris en Ukraine, en Palestine, au Sahara occidental.

Pour une paix juste et durable au Moyen-Orient

Je ne répéterai pas ce qui a déjà été dit ici par d'autres mais je relèverai quelques aspects :
- La Cour Internationale de Justice, saisie par l'Afrique du Sud considère plausible le « génocide » en cours et a décidé qu'Israël doit prendre des mesures conservatoires pour l'empêcher. Or avec l'appui des dirigeants étatsuniens, Israël fait tout le contraire.
- Pendant ce temps, la population de Cisjordanie est soumise plus que jamais auparavant à l'occupation, à la colonisation aux exactions et aux meurtres par des colons et l'armée israélienne.
- La « loi de l'État-nation du peuple juif » légalise la politique d'apartheid du gouvernement israélien en Israël même.
- L'AG de l'ONU a donné l'ordre à Israël d'évacuer les territoires occupés dans un délai d'un an. Mais là aussi les dirigeants israéliens font le contraire avec le soutien étatsunien, allemand et plus généralement occidental. Les pays qui ne font référence au Droit international que dans certaines situations le paieront tôt ou tard au niveau international
- Le MRAP soutient toute proposition permettant un arrêt durable de cette guerre, s'appuyant sur la solution à deux États sur la base des résolutions des Nations unies.
- D'ores et déjà, le gouvernement français doit reconnaître l'État de Palestine
- Il doit cesser toute vente d'armes à Israël.
- Le MRAP est pour la suspension de l'accord d'association UE/Israël.
- Le MRAP soutient la campagne internationale BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions.

Le MRAP dénonce également l'instrumentalisation de l'antisémitisme pour interdire la critique de la politique des gouvernements israéliens.